CAPD du mardi 29 mars 2022

Déclaration SE-Unsa 34

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

Notre CAPD se tient à seulement 12 jours des élections présidentielles. L'occasion pour le SE-Unsa de dresser un rapide bilan de ces 5 années et sans doute d'opérer un mea-culpa.

Si depuis des années, à l'instar de nombreux acteurs et autres observateurs du monde de l'Education, le SE-Unsa plaide pour une continuité et l'inscription dans le temps long des politiques éducatives, force est de constater qu'après 5 années de J-Michel Blanquer, la question de la continuité se pose…

Suppression des PMQC, suppression des aides à la direction d'école, gel du point d'indice, recours massif aux contractuels, réduction à minima des instances de dialogue social, prime au mérite, pilotage par l'évaluation (sauf celle de ses propres réformes), formations et méthodes pédagogiques imposées, démantèlement de la formation initiale, enterrement de la réforme des rythmes scolaires…

Pourtant, les enjeux pour l'Ecole Publique, passés au révélateur de la crise sanitaire, n'ont jamais été aussi urgents.

Redonner de l'attractivité à notre métier qui manque de vocations, former sur le temps long et sereinement les nouveaux enseignants, former aux nouvelles méthodes pédagogiques, redonner l'envie aux enseignants d'enseigner en leur donnant les outils nécessaires, les conditions optimales et en s'attaquant aux racines du mal : les inégalités sociales.

En effet, la France est le pays où les inégalités sociales pèsent le plus sur les destins scolaires. Je prendrai deux exemples :

- L'Education Nationale consacre 18,8€/ élève en Educ Prio quand dans le même temps elle en consacre plus de 840€ / élève en prépa.
- Le Budget de l'éducation prioritaire est depuis des années bloqué à 32 M € quand le marché du soutien scolaire réservé aux plus riches, coûte chaque année plus de 300 M€ à l'état.

Qu'a fait ce gouvernement ou notre Ministre afin ne serait-ce que de rééquilibrer un tant soit peu ce déséquilibre honteux ? En ont-ils seulement eu l'intention ? Et pourtant, on sait que les résultats scolaires de nos élèves sont fortement corrélés à leur origine sociale et aux revenus de leurs parents.

Mais à défaut de traiter des vrais problèmes, il est plus aisé de détourner l'attention à s'adressant directement à l'opinion publique et en activant des leviers démagogiques quand ils ne sont pas populistes, laissant les équipes se démener, seules, sans aide, confrontées quotidiennement à des difficultés grandissantes, en leur rajoutant toujours plus de contraintes et en les mettant en concurrence.

En fait, la profession à l'impression de participer depuis 5 ans à un mauvais remake de l'émission Kho Lanta pour laquelle pourtant ils ne se sont jamais portés volontaires.

Si l'on met maintenant en regard les enjeux avec les faits : dynamitage de la réforme du collège qui proposait une bilangue pour tous dès la 5ème au profit du rétablissement de parcours élitistes pour quelques-uns financés sur les dotations pour tous les DHG, coup de grâce porté à la réforme des rythmes scolaires dont l'objectif premier était de mieux répartir les temps d'apprentissage au profit des élèves les plus en difficulté, diminution des bourses d'études versées aux lycéens, réforme du baccalauréat ratée, angoisse des lycéens et de leurs familles quant à l'orientation post bac, et surtout des résultats aux enquêtes internationales qui ne décollent pas.

Alors nous pourrions certainement trouver quelques éléments positifs. Mais à titre de comparaison, croit-on vraiment que l'on peut stopper le réchauffement climatique en mettant une ampoule à LED dans sa salle de bain ?

Et ce ne sont pas les solutions proposées par l'ensemble des candidats à cette élection présidentielle qui sauraient nous redonner de l'espoir… Celles du président sortant, donné vainqueur dans la plupart des sondages, interrogent. Bien qu'il soit celui qui a vu de très près les crises, force est de constater qu'il n'en a rien retenu. Il n'a pas non plus fait le choix de lutter contre les inégalités et la ségrégation sociale qui, jusque dans l'École, minent notre société.

Il a choisi de ne pas prendre la mesure du découragement et de l'épuisement des personnels après cinq ans de mise sous tension par son ministre et deux ans de crise sanitaire, de leur ras-le-bol de ne pas être entendus quand ils disent la difficulté du métier, de leur besoin d'être revalorisés symboliquement et financièrement pour ce qu'ils font déjà.

Si dans notre département le dialogue social a su rester de mise, atténuant ainsi les effets délétères de la loi de renouvellement de la fonction publique, cela n'aura été le fait que de la volonté d'une personne, la vôtre Monsieur le directeur académique, et rien ne garantit malheureusement que cela vous survive.

Et pourtant, au lendemain du second tour des élections, quel que soit le/la président.e élu.e, les enjeux pour l'Ecole Publique seront plus que jamais présents. En dépit du contexte et du peu d'enthousiasme généré par les candidatures à cette élection, l'UNSA fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire barrage à l'extrême droite y compris si cela signifie prendre position pour un.e candidat.e dont nous ne sommes en accord avec aucune de ses mesures.

Le combat démocratique et celui contre l'extrême droite ne peuvent pas être mis sur un même plan.

Je vous remercie.

Jean-Robert BIGGIO
Secrétaire Départemental